

le pouvoir aux travailleurs

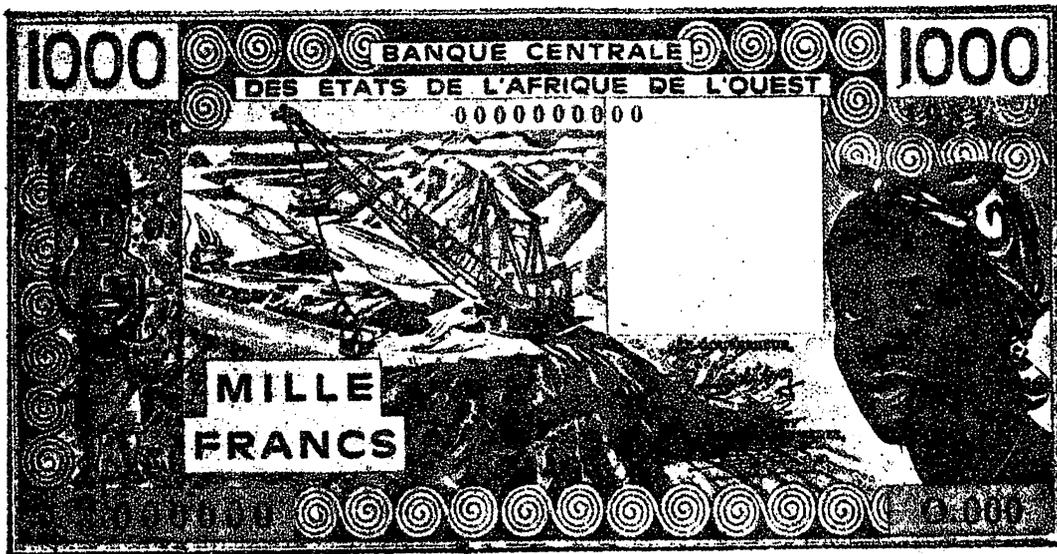
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 131 - 28 mai 1984

PRIX : 2 Frs

le franc CFA au



les pauvres risquent
d'en faire les frais

(SOMMAIRE
AU
VERSO)

SOMMAIRE

Page 2

. EDITORIAL

Page 3/4/5

- . le Mali dans l'UMOA : officialisation d'un état de fait

Page 6

- . TCHAD : tous - jours dans l'im-passe

Page 7/8

- . COTE d'IVOIRE : le miracle en panne

Page 8

- . ELECTIONS EUROPEENNES : démagogie de la droite et de la gauche

Page 9

- . FRANCE : patronat et gouvernement contre la classe ouvrière

Page 10/11

- . quand nos bourgeois se mêlent du 12 mai

Page 12/13

- . CAMEROUN : deux courants Upécistes pour une même politique bourgeoise.

* * * * *
* * * * *
* * *

ABONNEMENTS ET
ADRESSE :

voir page 11

* * * * *
* * * * *
* * *

éditorial

LE FRANC CFA AU MALI : LES PAUVRES RISQUENT D'EN

FAIRE LES FRAIS.

Le Mali fera son entrée officielle dans l'UMOA le 12 juin prochain. Il abandonnera donc le franc malien (F M) au profit du franc CFA, monnaie de la plupart des anciennes colonies françaises d'Afrique.

Depuis la signature de l'acte d'adhésion du Mali à l'UMOA, en février 1984, l'inquiétude est grande dans la population, à cause du prochain changement de monnaie. Chacun se demande s'il n'y aura pas une perte du pouvoir d'achat, ou bien si le FM ne perdra pas de valeur par rapport au F CFA .

Bien évidemment, les dignitaires du régime sont mobilisés. Depuis des semaines, ils expliquent à travers le pays que le changement de monnaie n'est en définitive qu'une mesure technique. Pour le pouvoir d'achat, ces messieurs expliquent qu'il n'y aura aucun problème car : le FM s'échange contre le F CFA à une parité fixe qui est de 100 FM = 50 F CFA ; un contrôle des prix sera institué pour veiller à la sauvegarde des intérêts des consommateurs ; de plus les commerçants auraient eux-mêmes donné leur accord pour ne pas augmenter les prix. La bonne blague !

Les dirigeants maliens semblent d'ailleurs assez peu convaincus par leurs propres arguments. En témoigne cette interview du ministre chargé de l'Economie et du Plan ; comme pour se justifier, ce ministre explique, à propos du contrôle des prix : " Aucun système administratif de contrôle des prix et stocks n'est efficace sans la vigilance et la coopération .. des consommateurs ". Est-ce à dire que les consommateurs maliens seront encouragés à s'organiser pour imposer un alignement juste des prix en F CFA ? Le ministre s'empresse de préciser : " Dans les pays avancés à économie de marché, les associations de consommateurs jouent souvent un rôle-clé dans la moralisation des prix et des services. Au Mali il n'est probablement pas indispensable que les consommateurs créent des associations de ce genre, dans la mesure où il existe déjà le Parti, l'Union Nationale des Travailleurs du Mali, l'Union Nationale des Jeunes du Mali et surtout l'Union Nationale des Femmes du Mali qui peuvent assumer ce rôle " .

L'on sait que ces différentes associations sont des appendices du pouvoir ; elles sont composées de représentants de riches familles, d'épouses et de membres des familles des dignitaires. Elles sont toutes aussi corrompues que les galonnés qui gouvernent au Mali. Il n'est pas besoin d'être devin pour savoir que ce n'est pas sur ces associations qu'il faut compter pour un contrôle véritable des prix. La garantie qu'il n'y aura pas de hausse des prix ne viendra que des populations maliennes organisées pour contrôler les prix. Mais de cela, le régime ne veut pas. Les spéculateurs ont donc de beaux jours devant eux, assurés de la bienveillance hypocrite de leurs complices du gouvernement.

... / ...

Alors l'inquiétude des masses laborieuses est bien légitime. Oh, pas à cause de la parité $100 \text{ FM} = 50 \text{ F CFA}$. Il y a bien longtemps que le Franc malien a perdu de la valeur par rapport au Franc CFA. C'était en 1967, lors du retour du Mali dans la zone Franc. C'est à ce moment là, parce que la France a imposé une dévaluation de 50 % du FM, que cette monnaie a perdu de la valeur. Car au lieu que 100 FM équivalent à 100 F CFA , la parité est tombée à $100 \text{ FM} = 50 \text{ F CFA}$. De ce point de vue rien ne changera le 1^o juin.

L'inquiétude est réelle par contre au sujet des mesures d'accompagnement du changement de monnaie. Le contrôle des prix n'est pas garanti. Le régime promet de tout mettre en oeuvre pour assurer le ravitaillement de l'ensemble du pays en produits de première nécessité. Mais quand on connaît l'incapacité de ce régime à contrôler les prix, et ses hauts fonctionnaires corrompus, on comprend que les populations pauvres du Mali risquent encore une fois de payer les changements qui vont intervenir.

Il est donc indispensable que les travailleurs et toutes les petites gens en général, s'ils veulent ne pas être toujours grugés et volés, s'organisent en dehors des associations gouvernementales pour empêcher que le changement de monnaie ne se fasse pas sur leur dos.

le mali dans l'UMOA

OFFICIALISATION D'UN ETAT DE FAIT

A partir du 1^o juin, le Mali sera membre de l'UMOA. Il abandonnera par la même occasion sa monnaie nationale, le franc malien (FM) au profit du franc CFA. Le gouvernement présentait cette opération comme le résultat du " libre choix du peuple malien conscient de ses intérêts ". Seulement le long battage organisé tant à la radio que dans le journal " l'ESSOR " par les dignitaires du régime cache mal l'inquiétude des masses laborieuses, face aux changements inévitables à la suite de l'entrée du Mali dans l'UMOA (Union Monétaire Ouest Africaine).

Les populations comprennent mal en effet les raisons de l'abandon du franc malien au profit du franc CFA. Elles s'inquiètent surtout de savoir si leur pouvoir d'achat ne va pas se ressentir de cette opération. Le ministre de l'Economie et du Plan est intervenu plusieurs fois sur la question, mais ses réponses ne servent qu'à endormir plutôt la méfiance légitime des populations ; qu'on en juge. Interrogé par un journaliste, voici ce qu'il a répondu : " Il s'agit techniquement d'une simple opération de substitution d'une monnaie, le F CFA, à une autre, le FM. Naturellement cette substitution se fera sur la base de la parité actuelle des deux monnaies, à savoir 2 FM pour 1 F CFA (...). Ainsi donc la simple conversion d'une masse de FM en F CFA ne saurait signifier une perte de pouvoir d'achat ".

s'en

Oui évidemment, si l'on tient aux calculs techniques, il n'y aura aucune crainte à avoir. On sait par exemple qu'officiellement les fonctionnaires et autres salariés maliens percevront leur salaire en F CFA, selon la parité $2 \text{ FM} = 1 \text{ F CFA}$. Mais il n'y a aucune garantie pour les masses laborieuses, que les commerçants eux, respecteront les changements officiels. Il n'y a qu'à voir l'impuissance légendaire du gouvernement face aux spéculateurs

et autres organisateurs de pénurie pour se rendre compte que les petites gens seront une fois de plus à la merci du commerçant et subiront certainement une hausse des prix. C'est donc à juste titre que les populations manifestent leur inquiétude. Et il y a de quoi. Selon le ministre de l'Economie, le passage du FM au F CFA s'étendra sur une période de 3 mois, à partir du 1^{er} juin. Durant cette période, FM et F CFA circuleront côte à côte, le FM étant progressivement retiré de la circulation.

On peut comprendre que pour le gros commerçant habitué à manipuler des sommes énormes soit en FM soit en F CFA, il n'y ait aucun problème. Mais pour le petit paysan ou l'ouvrier, en sera-t-il de même ? Il est dit aussi qu'à l'issue de ces trois mois, le FM n'aura plus aucune valeur. C'est dire que ceux qui, se trouvant en possession de FM, ne les auraient pas échangés ou déposés à la banque avant le mois de septembre, auront tout perdu. Bien sûr, le ministre affirme que des lieux d'échange de FM en F CFA seront installés un peu partout au Mali et leur localisation communiquée en temps utile aux populations. Mais on peut douter de la réussite de l'opération. D'abord vue l'étendue du pays, il est peu probable que le gouvernement parvienne à installer des centres de change partout. Ensuite les centres d'échange si centre il s'en créait, se trouveront forcément dans les centres importants. Le problème sera alors celui du déplacement des paysans, du fin fond de la campagne vers ces centres. Souvent, il n'y a pas de route ; ou alors le trajet, même sur une petite distance peut prendre des jours, par manque de moyens de transports.

Alors oui, ce retour au F CFA ne présage rien de bon pour les conditions de vie des travailleurs et des paysans pauvres. Comment en serait-il autrement d'ailleurs ? Que le Mali fasse son entrée dans l'UMOA, cela s'inscrit dans la logique de la domination impérialiste en Afrique. C'est aussi tout un symbole, celui de la domination coloniale de l'Afrique par la France impérialiste, par le biais du système monétaire basé sur la " zone franc ". Mis en place dès l'époque coloniale, le système de la " zone franc " est un des moyens dont dispose l'impérialisme français pour contrôler, diriger l'économie des pays africains. C'est après la deuxième guerre mondiale que ce système se précise. La guerre avait en effet conduit entre autres à la rupture des circuits commerciaux classiques (métropole-colonies) et à la création de monnaies coloniales ayant une certaine autonomie par rapport au franc utilisé dans la métropole. C'est ainsi qu'on a vu apparaître le franc des colonies françaises du Pacifique (FCFP) et le franc des colonies françaises d'Afrique (F CFA).

Après la guerre, la nécessité d'une reprise en mains des colonies s'impose pour les capitalistes. En 1949, les circuits d'échange sont rétablis l'autonomie monétaire supprimée et le commerce des colonies étroitement contrôlé. Cela conduit en 1951-1952 à la création de la " zone franc ", caractérisée par : une union monétaire, la préférence douanière, et une mainmise totale de la France en matière monétaire.

L'accession à l'indépendance des colonies d'Afrique ne modifie pas cette aliénation économique. Avec ses anciennes colonies de l'Afrique de l'Ouest, la France signe des accords en 1962 ; les pays africains se regroupent dans une union monétaire, l'UMOA. A l'intérieur de cette union, les pays d'Afrique de l'Ouest ont la même monnaie, le Franc, non pas CFA (Colonies françaises d'Afrique) mais CFA (Communauté financière d'Afrique) - nuance de taille n'est-ce pas ? - Ce franc CFA n'a de valeur que par son lien étroit avec le franc français qui le garantit et avec lequel il a une parité fixe. (1 FF = 50 F CFA). En contre-partie, c'est la France qui de fait, décide de la politique financière des membres de l'UMOA.

Cet assujettissement économique, le Mali sous Modibo Kéita le refusa en 1962, en ne ratifiant pas les accords créant l'UMOA. Ce pays qui voulait par là affirmer sa volonté d'indépendance - oh très théorique puisque les dirigeants maliens ne remettaient pas en cause fondamentalement la domination française - ce pays donc se retrouva de fait hors de la zone franc, avec une monnaie propre, le franc malien (FM).

Mais l'impérialisme français ne l'accepta évidemment pas. Les représentants de la bourgeoisie française ne pouvaient pas accepter qu'une des bases de leur puissance soit remise en cause, même formellement, par quelque Etat que ce soit. La France ne ménagea donc pas ses efforts pour étouffer l'économie malienne. Elle le fit pour punir les dirigeants maliens, mais aussi pour avertir les autres dirigeants africains qui seraient tentés d'imiter les dirigeants maliens.

Le Mali connut donc les pires difficultés économiques. Sa monnaie n'était reconnue par aucun Etat voisin (sous la pression de la France toujours). Les populations vivant dans les régions frontalières allaient subir durement ce boycott monétaire. Car même si elles avaient de l'argent (FM) il leur était impossible de faire des achats dans les pays voisins, le FM n'étant pas accepté.

Devant le risque de la faillite, Modibo Kéita a dû négocier avec la France pour un retour dans la zone franc, avec comme perspective finale, l'entrée dans l'UMOA. En 1967, un accord franco-malien est signé. La France accepte de garantir le FM qui est dévalué de 50 % et elle donne son accord pour l'entrée du Mali dans l'UMOA. Donc dès 1967, le Mali est réintégré dans la zone franc.

Aujourd'hui, après 17 ans de vagues hésitations, l'entrée du Mali dans l'UMOA est donc acquise. Le F CFA remplacera le FM. Le rêve d'une certaine indépendance, ne serait-ce que par la possession d'une monnaie propre n'a duré en fait que de 1962 à 1967. Depuis 1967, FM ou pas, le Mali n'est pas maître de ses décisions politiques et monétaires. C'est la France qui décide. D'ailleurs étant membre de la zone franc, le Mali était officieusement membre de l'UMOA. Le F CFA, par exemple, est depuis 1967 toléré au Mali et a cours, tout comme le FM est toléré et a cours dans les pays voisins (sous forme de billets , pas en pièces).

Alors, que l'on adopte le F CFA ou pas, pour les populations pauvres rien ne changera vraiment. Elles sont toujours les victimes de l'impérialisme. C'est lui, c'est son système qui provoque l'appauvrissement pour les uns, la richesse pour les autres. C'est lui qui provoque le sous-développement de certains pays, alors que d'autres s'enrichissent.

Et bien évidemment, on peut essayer d'échapper à ce système. C'est ce que le Mali a tenté de faire en refusant d'entrer dans l'UMOA. Mais tant qu'on ne refuse pas le système en lui-même, tant qu'on ne le détruit pas, on retombe toujours sous sa domination.

L'entrée du Mali dans l'UMOA et l'adoption du F CFA par ce pays en sont une illustration.

Tchad:

TOUJOURS DANS L'IMPASSE

Depuis l'intervention militaire française au Tchad en août dernier pour soutenir le régime du dictateur Habré menacé par une opposition armée, les problèmes sont loin d'être résolus.

Au nord du Tchad, la ligne rouge établie par l'armée française pour empêcher l'armée du GUNT de Goukouni soutenue activement par la Libye de prendre militairement N'Djaména n'a pas mis fin aux combats. Certes le GUNT, pour le moment, ne s'est pas directement attaqué à l'armée française - il la considère comme une armée de la "paix" - mais la contourne pour attaquer les positions gouvernementales en deçà de la ligne rouge.

Ainsi les populations du nord (Borkou-Ennedi-Tibesti) vivent toujours dans la peur et l'insécurité entretenues par les bandes rivales. Ces populations perpétuellement menacées, harcelées fuient de plus en plus cette zone de combat pour se réfugier au Soudan ou en Libye; d'autres prennent la direction du sud du pays.

Mais au sud également le mécontentement de la population gronde partout. A cause des humiliations et des exactions des FAN qui incendient les cases, violent les femmes et qui s'emparent des biens d'autrui par la force des kalachnikov, certains habitants révoltés prennent le maquis. Parmi ceux-là certains se réclament du GUNT qui les alimente en armes et munitions; d'autres opèrent pour leur propre compte. Tous se baptisent commandos ou "codos."

Les "Codos rouges" élisent domicile à Danamadji et Moïssala (Moyen-Chari) contrôlant cette région et les axes routiers; les "Codos verts" s'installent à Laï et Doba (Tandjilé et Logone oriental); les "Cocotiers" ouvrent un front à Bongor dans le Mayo-Kebbi; les "Commandos d'Espoir" harcèlent les positions gouvernementales à Moundou et dans les environs.

Le gouvernement central, dès l'existence de ces fronts, a d'abord commencé par les combattre militairement; puis se sentant incapable d'en venir à bout, il a négocié.

C'est ainsi que le ministre de l'agriculture, un vieux politicien bien connu dans le sud a eu à négocier, en janvier dernier, avec les "Codos rouges". Début mai, c'est au tour du ministre de la santé de signer, à Laï, un "document de paix" avec les représentants des "Cocotiers" et des "Codos verts". Suite à ces différentes négociations, il y eut différents ralliements, surtout des chefs des commandos attirés par l'appât de l'argent difficile à gagner en cette situation de guerre.

Mais cela n'a pas empêché les enlèvements des combattants FAN, les attaques des Q.G, les embuscades tendues aux patrouilles gouvernementales, etc...
que

Il semble aujourd'hui/le refus plus ou moins voilé des troupes françaises d'aider Habré, par leur participation active, à reprendre les villes perdues (notamment Faya-Largeau) et de réduire l'influence des commandos dans le sud du pays laisse sans perspective les dirigeants FAN au pouvoir. Ce régime ne tient que grâce à l'armée française et son influence réelle ne semble pas dépasser les portes de la Capitale.

Le gouvernement français connaît bien cette situation et essaie de pousser son protégé Habré à la négociation; mais cette négociation piétine. C'est toujours l'impasse.

Alors force est de constater que l'intervention militaire française n'a pas résolu le problème tchadien. Son soutien au dictateur Habré n'a fait qu'aggraver les choses.

Côte d'Ivoire

LE MIRACLE EN PANNE

Actuellement, ce qui fait bouger le tout Abidjan politique est la tenue prochaine ou non du Conseil National du PDCI-RDA (parti unique au pouvoir). Le régime vient, par deux fois, d'annuler la tenue de ce conseil. L'on sait qu'en Côte d'Ivoire, à chaque fois qu'une décision jugée importante doit être prise, Houphouët convoque le Conseil National de son parti, histoire de jouer au démocrate lui aussi. Or, convoqué une première fois pour le 22 mars, le Conseil a été reporté au 29 mars. Mais à cette deuxième date aussi, le Conseil n'a pas pu se tenir, officiellement à cause de la mort de Sékou Touré.

Alors bien évidemment, les commentaires vont bon train dans les "marchés" d'Abidjan. Pourquoi ces reports successifs ? Le problème de la succession d'Houphouët en est-il la cause, ou alors est-ce du fait de la récente pénurie d'électricité dont les effets se font encore sentir ? Nul ne saurait le dire. Mais il est fort probable que ces problèmes soient évoqués si un Conseil National a lieu.

Oui, car il y a quelques mois, la pénurie d'électricité a tourné au vrai cauchemar en Côte d'Ivoire. Les pluies ont eu du retard l'année dernière provoquant une sécheresse jamais vue dans le pays. Alors, des cours d'eau ont vu leur débit baisser, d'autres se sont asséchés. Les principaux barrages hydrauliques ivoiriens n'ont donc pas fonctionné normalement, provoquant la pénurie d'électricité. Les ivoiriens subissent en conséquence le rationnement en électricité. La Côte d'Ivoire a donc dû s'endetter en catastrophe pour l'achat de matériel neuf pour la fourniture d'électricité d'origine thermique. Il s'est avéré en effet que les centrales thermiques existantes étaient hors d'état de fonctionner, faute d'entretien, depuis que les barrages ont commencé à fonctionner. C'est dire que la responsabilité des dirigeants de l'EECI (Société de production et de gestion de l'énergie électrique) est patente. Et bien évidemment, ceux qui pâtissent de la situation ce sont les petites gens. Les bourgeois ivoiriens, eux, peuvent s'acheter des groupes électrogènes dont la vente est montée en flèche.

Dans la situation actuelle, alors que de nombreux privilèges ont été supprimés pour des fonctionnaires, alors que les salaires sont bloqués et que la production pétrolière ne suffit pas pour la consommation locale, les dirigeants ivoiriens se seraient bien passés de ce problème d'électricité. A côté de ces considérations d'ordre économique, ajoutons le fait qu'en 1985 des élections législatives et présidentielles doivent avoir lieu. Pour les présidentielles, il est prévu, par exemple, que le futur candidat du PDCI sera accompagné d'un vice-président, qui, en même temps, serait le dauphin. Alors, le drame du petit monde politique ivoirien, c'est qu'Houphouët n'a encore rien dit. Sera-t-il candidat, alors qu'il a plus de 80 ans, ne le sera-t-il pas ? Qui sera le dauphin ? Autant de questions que "les jeunes loups aux dents longues" de la politique ivoirienne se posent. En attendant le vieillard sénile de Yamoussokro s'amuse comme un fou. En bon dictateur, il ne peut s'offrir le luxe de désigner un dauphin de son vivant. La situation politique est tellement pourrie que la nomination d'un dauphin ne pourrait que favoriser les regroupements, voire des ententes entre clans rivaux pour éliminer des adversaires, et pourquoi pas, Houphouët lui-même. Or, aussi gâteux qu'il soit, Houphouët n'a pas envie de courir ce risque.

En attendant, les masses laborieuses trinquent. C'est elles qui paient l'endettement, supportent la vie chère, la conjoncture comme on le dit. Même quand il y a coupure d'électricité, les quartiers les plus sombres sont en priorité les quartiers populaires.

Alors, Houphouët a beau tenir la population en haleine avec cette histoire de succession, il ne pourra pas faire oublier la crise. Et il arrivera bien un moment où le petit peuple de Treich-ville ou d'Adjamé voudra lui-même choisir un successeur. Alors candidat du PDCI ou pas, Houphouët pourra s'amuser ailleurs.

ELECTIONS EUROPEENNES

démagogie

de la droite et de la gauche

La campagne pour les élections européennes n'est pas officiellement encore ouverte. Mais elle a déjà commencé pour les politiciens bourgeois depuis des mois. Contrairement aux dernières élections européennes, la droite présente une liste unique dirigée par Simone Veil.

Quant aux partis de la gauche traditionnelle, PC et PS, chacun roule pour soi.

A côté de tous ces politiciens, il y a deux listes révolutionnaires présentées par deux organisations trotskystes: celle du PCI (Parti Communiste Internationaliste) , celle de LO (Lutte Ouvrière) dirigée par Arlette Laguiller.

Le fait qu'il y ait des révolutionnaires qui participent à ces élections est une bonne chose car de Simone Veil à Georges Marchais même si celui-ci dénonce en parole " l'Europe du grand capital ", tous défendent une Europe capitaliste, une Europe des trusts qui jettent plusieurs millions de travailleurs au chômage.

Rien que pour dénoncer tout cela à la radio et à la télé avec un temps même limité, la participation des révolutionnaires est parfaitement justifiée.

france

PATRONNAT ET GOUVERNEMENT

contre la classe ouvrière

La bourgeoisie de tous les pays industrialisés d'Europe et d'Amérique et les gouvernements à leur solde veulent faire payer la crise économique à la classe ouvrière. Il ne se passe pas un jour sans qu'on ne parle de licencier les travailleurs dans l'automobile, la sidérurgie.

Récemment les travailleurs de Citroën ont fait une grève avec occupation d'usine pour lutter contre les licenciements. Car la direction de Citroën envisageait de supprimer 6 000 emplois sous la forme suivante : 4 000 départs en pré-retraites et "retour volontaire" des immigrés; 2 000 licenciements. Toute la presse bourgeoise et les représentants de la droite réactionnaire comme les socialistes avaient peur de cette lutte.

Car si cette lutte se généralisait, ce serait un danger pour la bourgeoisie. Ce n'est pas pour rien que Bérégofoy a vite fait de dire que le gouvernement n'accepte pas les 2 000 licenciements mais il est d'accord pour 4 000 suppressions d'emplois, sous forme de départs en pré-retraites et de "retour volontaire" des travailleurs immigrés.

La CGT qui avait déclenché la grève avec les travailleurs de Citroën a vite fait d'accepter la proposition de Pierre Bérégofoy et a demandé aux travailleurs de reprendre le travail au lieu d'étendre la lutte dans d'autres secteurs.

D'ailleurs si les patrons et le gouvernement de Mitterrand et Mauroy continuent leurs attaques contre la classe ouvrière, c'est parce que les organisations syndicales plus particulièrement les directions CGT et CFDT soutiennent le gouvernement et refusent d'organiser la lutte de l'ensemble de la classe ouvrière contre le patronat et le gouvernement.

Et pourtant ces derniers n'arrêtent pas leurs attaques contre les travailleurs dans les usines et aussi dans les quartiers. Récemment la police de Defferre a investi l'un des quartiers les plus pauvres de Paris, l'Îlot Chalon habité en majorité par des immigrés et des français pauvres, sous prétexte de chercher de la drogue. Plus récemment encore les policiers sont intervenus au foyer de la rue Commanderie à Paris ainsi qu'aux foyers Charonne et Bara sous le même prétexte.

En réalité les actions de la police font partie de la même politique anti-ouvrière du gouvernement de Mitterrand et Mauroy. Il y a peut-être de petits revendeurs de drogue dans les quartiers ci-dessus cités mais les gros bonnets sont certainement ailleurs dans les quartiers riches de la Capitale et peut-être même parmi les flics de Defferre

Mais ils sont, eux, intouchables. Le gouvernement de Mitterrand dit de gauche a démontré depuis trois ans de pouvoir qu'il n'est pas différent des anciens gouvernements de droite; ils sont tous anti-ouvriers et serviteurs des patrons.

quand nos bourgeois

se mêlent

du 1^{er} MAI

A l'occasion de la journée du 1^o mai, Abdou Diouf n'a pas manqué de culot. Il a demandé aux travailleurs une "mobilisation générale" évidemment non pas pour lutter mais pour se serrer encore plus la ceinture, pour le "redressement économique"

Il a demandé aux dirigeants de la CNTS, la cinquième roue du carrosse gouvernemental d' "inviter ses adhérents à augmenter et améliorer la productivité" de " redoubler de vigilance dans la lutte contre le laxisme et l'absentéisme"

A leur tour, les dirigeants de la CNTS lui ont répondu par un remerciement. Ils ont même offert à Diouf une décoration faisant de lui un membre d'honneur de la Confédération.

Tous les ans c'est le même tra-la-la, pas seulement au Sénégal d'ailleurs. Pour tous nos dirigeants, le 1^o mai est une occasion de faire défiler des ministres devant les membres de syndicats officiels pour leur faire faire des discours vantant les vertus du travail. Même les ambassadeurs ici à Paris ne ratent pas l'occasion pour réunir des travailleurs et leur faire des discours démagogiques.

C'est ainsi que l'UTMF à Paris a fait distribuer des tracts dans les foyers pour demander à tous " les patriotes maliens" de venir participer à une "réunion amicale" avec l'ambassadeur.

Nos dirigeants essaient de faire du 1^o mai la "journée de travail", la journée de collaboration entre les syndicalistes corrompus et les représentants des gouvernements. Mais en réalité le 1^o mai est autre chose que cela.

C'est une date importante dans la mémoire du mouvement ouvrier international. Son origine vient d'une grande lutte des travailleurs américains de Chicago. Le 1^o mai 1886, ces travailleurs se mirent en grève totale pour revendiquer la journée de travail de 8 heures.

Ils voulaient 8 heures de travail, 8 heures de loisir et 8 heures de repos; ils étaient déterminés à les obtenir; ils organisèrent une manifestation imposante.

Mais face à leur détermination la police américaine organisa une provocation, faisant exploser une bombe dans les rangs des forces de l'ordre. Prétextant de l'explosion de cette bombe, le gouvernement américain réprima violemment cette manifestation. Il y eut de nombreuses victimes; les dirigeants furent condamnés à mort et pendus.

Quelques années plus tard, à l'initiative de Rosa Luembourg, une révolutionnaire socialiste allemande, la II^{eme} internationale décide de faire du 1^o mai une journée de commémoration à la mémoire des travailleurs américains victimes de la répression.

Elle fait aussi du 1^o mai une journée de combat, de lutte et de solidarité

té des travailleurs du monde entier.

Au début cette journée n'était pas chômée mais c'est par ses luttes que la classe ouvrière a imposé à la bourgeoisie de faire de cette journée un jour férié.

Pendant longtemps, le 1^o mai sera donc synonyme de journée des ouvriers. Les bourgeois à cette occasion se terrent chez eux et regardent passer les ouvriers, les travailleurs maîtres de la rue. Le 1^o mai, c'est également la journée de l'internationalisme. Car par delà les frontières, par delà les barrières de la langue ou de la couleur de la peau, le prolétariat constitue une seule et même classe, avec le même ennemi, le capital.

Même si la bourgeoisie avec la complicité des organisations réformistes a depuis essayé de faire de cette journée une innocente "fête du travail", elle ne pourra pas effacer ce qu'il y a derrière cette journée, tout simplement parce que qu'elle ne peut pas effacer les barrières de classes.

```
* * * * * * * * * * *
* * * * * * * * * * *
* * * * * * * * * * *
* * * * * * * * * * *
* * * * * * * * * * *
* * * * * * * * * * *
* * * * * * * * * * *
* * * * * * * * * * *
* * * * * * * * * * *
* * * * * * * * * * *
```

A B O N N E M E N T S

FRANCE : 1 an

- pli ouvert : 24 F

- pli fermé : 48 F

A D R E S S E

DUFEAL / COMBAT OUVRIER

pour le P A T

B P 42

92 114 Clichy- Cédex

CAMEROUN

DEUX COURANTS UPECISTES

POUR UNE MEME

POLITIQUE BOURGEOISE

Du fait de la situation qui prévaut dans leur pays, les ressortissants camerounais vivant ici en France, organisent des meetings, tiennent des conférences de presse pour faire connaître leurs opinions politiques.

Il apparaît ainsi deux courants politiques qui se réclament tous deux de l'U.P.C - Union des Populations du Cameroun - organisation nationaliste camerounaise radicale qui dirigea en 1955 l'insurrection contre le pouvoir colonial.

L'un des courants, U.P.C - Manidem (Manifeste démocratique), de loin le plus connu en France, fait actuellement campagne pour le soutien " critique " au dictateur Biya. Ses dirigeants expliquent leur soutien par le fait que ce dernier, " en limogeant les barons importants du clan Ahidjo, se libère ainsi de la tutelle du clan et de son chef ; et que cela représente un pas en avant vers le changement démocratique ". Ce courant publie deux journaux, " La Voix du Kamerun " et " Les cahiers Upécistes ".

L'autre courant, U.P.C - C.D.I (Comité Directeur Intérimaire), peu connu, vient de tenir à Paris, un meeting commémorant le 29ème anniversaire des massacres du 25 mai 1955. Ce courant publie " le Combat Kamerunais ", journal dont le siège se trouve à Londres. Selon ce journal daté de septembre 1983, l'U.P.C - C.D.I ne soutient pas le gouvernement de Biya, elle le critique au contraire.

De ces deux courants de l'U.P.C qui existent ici dans l'immigration, chacun se veut l'héritier légitime de l'U.P.C. Au-delà de ces querelles de boutique, ces deux courants n'ont rien de fondamentalement différent.

Le problème n'est pas de savoir qui représente la vraie U.P.C, mais de voir si la politique de l'U.P.C est vraiment différente de celle défendue par le régime en place.

En luttant pour l'indépendance, l'U.P.C, comme son nom l'indique, a fait simplement appel à " l'union des populations du Kamerun " - sans distinction des classes sociales - . De telles luttes, dites de libération nationale, n'ont jamais permis aux populations pauvres de prendre conscience de leurs propres intérêts. Par contre, elles ont servi à semer des illusions et à amener les opprimés à faire confiance à leurs dirigeants nationaux. Et ceux-ci, une fois au pouvoir, n'ont jamais pris en compte la justice sociale et la liberté pour lesquelles ceux-là ont pris les armes.

Partout en Afrique, c'est l'exploitation, la misère et la dictature, même dans les pays où il y a eu une lutte nationale victorieuse.

Il n'y a aucune raison de penser que si la lutte armée menée par l'U.P.C avait abouti, elle aurait donné un autre résultat. Car l'impasse à laquelle les dirigeants des mouvements dits de libération nationale ont invariablement abouti, découle de la logique même de leur politique. Ces dirigeants ont prétendu arracher une véritable indépendance sans s'en prendre à la domination économique de l'impérialisme.

Ils ont prétendu libérer leur pays tout en laissant intact le système d'exploitation capitaliste. Pourtant, ils savent bien que les capitalistes pillards des pays riches accumulent sans cesse leurs richesses grâce au pillage des pays qui sont sous leur domination.

Ils ne veulent ni ne peuvent détruire le capitalisme parce qu'ils sont liés à la bourgeoisie impérialiste dont ils défendent fondamentalement les intérêts même quand ils se disent anti-impérialistes.

La lutte conséquente contre l'impérialisme est celle qui vise à détruire le capitalisme mondial pour débarrasser l'humanité de toute forme d'exploitation.

Une telle lutte, si elle aboutit, aura pour résultat immédiat la construction sur les ruines de l'Etat bourgeois d'un Etat ouvrier, un Etat qui défend les intérêts de tous les exploités.

```
* * * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * *
* * * *
* * *
* * *
* * *
* *
* *
* *
*
```

```
* * * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * *
* * * *
* * * *
* * *
* * *
* *
* *
*
```

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.